

La bulle de l'enseignement supérieur gonfle sans cesse

Caen et son agglomération comptent plus de 40 000 étudiants et étudiantes. Cette croissance se voit à l'œil nu. Pour le premier volet de notre dossier dédié à l'essor du supérieur, voici un tour d'horizon du paysage caennais.

1 2 3 4 5

Impossible, depuis quelques années, de ne pas accoler de superlatifs à Caen quand on parle de la ville étudiante. Le dernier en date ? « **En dix ans, c'est la grande ville qui a gagné le plus d'étudiants** », pose Vianney Loriquet, responsable des classements du média spécialisé *L'Étudiant*, en ce mois de juin.

Dans la capitale du Calvados et son agglomération, la barre des 40 000 têtes en quête de diplômes est officiellement dépassée pour le spécialiste de l'enseignement supérieur, avec un gros + 41 % d'étudiants gagnés sur la période 2014-2024. « **La moyenne des 47 autres villes étudiantes analysées est à + 22 %.** »

D'autres faits d'armes ? Le record de participation au carnaval étudiant de Caen est battu d'année en année. Il y a quelques mois, c'est Lamri Adoui, à la tête de l'université Caen Normandie, qui a été élu président de France Universités, l'organisation portant la voix des millions d'étudiants, personnels et enseignants-chercheurs du supérieur public à l'échelle nationale.

Cette année encore, Caen reste dans le top 5 des « **meilleures villes étudiantes** » après une historique troisième place en 2024 dans ce classement de *L'Étudiant* qui fait la fierté des élus.

« C'est logique que le privé gagne du terrain »

Il était encore maire, il y a un an. Joël Bruneau n'hésitait pas à exposer dans son bureau un cadre contenant la couverture de ce classement des villes étudiantes. « **On a longtemps été identifié de l'extérieur comme une ville marquée par la Seconde Guerre mondiale, donc une ville mémorielle. La dimension universitaire de la ville, qui remonte pourtant à 1432, était moins perçue. On a travaillé à ce qu'il y ait un rééquilibrage** », observe celui qui est maintenant député.

Son successeur, Aristide Olivier, ancien adjoint notamment chargé de la jeunesse et de la vie étudiante, a toujours ce cadre-trophée à l'étage de l'hôtel de ville. « **Un bon tiers des habitants sont des étudiants** », compte-t-il. C'est vrai dans les frontières caennaises. À l'échelle de l'ag-glo, les plus de 40 000 jeunes en études représentent 19 % de la population, ce qui est consi-dérable aussi. « **Caen fait partie des villes avec la plus grande part d'étudiants** », détaille Vianney Loriquez, pour compléter le tableau.

Le spécialiste ajoute : « **Ces jeunes sont en grande majorité dans des formations universi-taires.** » Donc publiques. Trois étudiants sur quatre, en l'occurrence, « **ce qui reste une part écrasante. C'est donc logique que ce soit la part du privé qui gagne du terrain.** »

Depuis quelques années, les usagers du boulevard périphérique passent tous les jours devant la tour grise et jaune du groupe Éduservices. À Colombelles et à Saint-Contest, de nouveaux campus sont sortis de terre. Sur la Presqu'île, à Caen, c'est l'école d'ingénieurs Isen qui doit ouvrir en 2026. « **Je n'ai pas arrêté les inaugurations, ces derniers temps** », confirme Dominique Goutte, vice-président de la communauté urbaine Caen-la-Mer, notamment chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Soazig Vannier, directrice d'études à l'Agence d'urbanisme de Caen Normandie Métropole (Aucame), a travaillé pour la première fois sur un observatoire consacré au logement étudiant, en 2023. La croissance caennaise n'est pas une exception : « **Il y a des causes nationales comme la massification de l'accès aux études, l'allongement de leur durée, des trajectoires de formation moins linéaires** », mentionne-t-elle. Reste que « **localement, on a vu une aug-mentation de l'offre dans le secteur de la formation privée** ».

Boom du privé conjugué au dynamisme caennais

« **La population étudiante augmente plus vite que la population totale** », compte aussi l'Aucame dans une ville où, à chaque rentrée désormais, les alertes sur les difficultés des plus jeunes pour trouver un logement s'invitent en conseil municipal.

Au sein de cet essor, les effectifs des écoles privées et des organismes de formation d'ap-prentis ont crû de 42 % et 79 % entre 2019 et 2021, là où l'augmentation de l'université est plus mesurée, relevait l'étude co-écrite par Soazig Vannier.

Au global, les chiffres augmentent vite, donc. Mais sont durs à centraliser, tant ils sont épar-pillés entre le centre de Caen et les zones d'activités de l'agglomération. Les relevés officiels ont aussi quelques rentrées de retard. « **Avec le développement des formations en alternance qui continue de se poursuivre, il s'avère primordial d'estimer le plus précisément possible le**

nombre d'étudiants », pointe la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) de Normandie dans un diagnostic sur le logement étudiant publié début 2025. « **Mais ce recensement se heurte à des freins** », regrette-t-elle.

L'administration mentionne notamment le fait que sont souvent comptabilisés « **uniquement les étudiants en apprentissage préparant un diplôme d'État. Or, cela met de côté les étudiants des écoles supérieures privées hors contrat qui préparent des titres RNCP** (Répertoire national de la certification professionnelle) **relevant du ministère du Travail.** »

C'est précisément ici, sur le spectre de l'enseignement supérieur, que les choses se sont le plus affolées. « **Il y a eu un boom du privé ces dernières années et cette part va continuer de progresser**, résume François Plantard. Caen **n'échappe pas à la règle, d'autant plus qu'elle jouit d'un dynamisme** », ajoute le consultant associé du Cabinet Latitude.

Son cabinet d'études, basé dans le sud de la France, est spécialisé dans les questions d'enseignement supérieur, au service des collectivités ou même d'établissements partout en France : il a été missionné par la Dreal Normandie ainsi que pour le Campus 2 et le plateau-nord Épopéa ces dernières années.

Ce boom trouve ses origines en 2018, lorsque l'État a ouvert les vannes des aides pour développer l'apprentissage. Les dispensateurs de formations post-bac en ont profité ou se sont tout simplement lancés grâce à cette rampe. Au moment de retracer l'histoire de l'E2SE, Stéphane Pebade, directeur général, fait remonter le souhait de développer l'alternance à son arrivée à la tête de l'école en 2010. « **Avec un succès rapide et régulier, entre 2010 et 2018 : on est passé de 300 étudiants à plus de 1 000. Entre 2018 et 2025, notre développement s'est élargi à de nouvelles spécialisations jusqu'à atteindre près de 2 500 étudiants aujourd'hui.** »

Cette croissance, d'autres établissements la vivent aussi dans des proportions moindres mais tout aussi parlantes, avec le besoin de pousser les murs, pour Aftec (école de commerce) et ses sœurs du groupe Éduservices, pour le CRAF2S (spécialisé dans le sport)... Sans oublier les nouveaux arrivants : Open Campus (communication, immobilier, mode, tourisme) à Saint-Contest ou même Écofac (commerce) à Colombelles après avoir été à Hérouville-Saint-Clair.

« Y voir clair dans cette jungle »

Ces écoles ont comme point commun d'être ce qu'on appelle des établissements relevant de l'enseignement supérieur à but lucratif. Elles sont dans une case différente de l'université et des écoles d'ingénieurs ou d'art publiques. Le *distinguo* est aussi à faire avec les établissements privés à but non lucratif. « **Là, il y a des engagements pris avec l'État et le ministère de**

l'Enseignement supérieur, des garanties », résume Denis Leboucher, directeur de l'Agence de l'orientation et des métiers de Normandie. Autrement dit, pas le ministère du Travail.

Le non-lucratif, « **c'est le privé d'intérêt public** », qualifie Lamri Adoui, mentionnant l'école d'ingénieurs Builders comme d'autres évoquent la business school EM Normandie, toutes deux titulaires du label reconnaissant leur caractère privé d'intérêt général (EESPIG).

Mais cette privatisation grandissante « **est une vraie préoccupation. D'ailleurs, un moratoire avait été demandé ces dernières années** », note le patron de la fac caennaise, alors que France Universités, sous sa présidence, appelait encore en mai dernier à une régulation du privé lucratif. « **Car il faut pouvoir y voir plus clair dans cette jungle.** »

Kevin VERGER.



En 2024, Caen était sur la troisième marche du podium des meilleures villes étudiantes établi par le média « L'Étudiant ». De quoi faire la fierté de la collectivité qui affichait ces derniers mois, au salon de l'étudiant et de l'orientation, cette performance accompagnant une hausse continue des effectifs caennais. Mathis Harpham, O.-F.